



9 MOIS DE PRISON FERME POUR AVOIR DEFENDU LES EMPLOIS !

RETRAIT DES POURSUITES CONTRE LES HUIT SALARIES DE GOODYEAR

Maintenant, ça suffit !

Relaxe pour les Goodyear –

Retrait de toutes les sanctions à Air France, ERDF-GRDF...

Rassemblement à Arles Jeudi 25 février 17H30 place de la République

Depuis le 12 janvier 2016, défendre son emploi et les intérêts des salariés devient un délit passible de la correctionnelle et de peines de prison ferme. Huit syndicalistes de Goodyear ont été condamnés à 24 mois de prison dont 9 ferme. Après l' « affaire des chemises » d'Air France dont 18 salariés ont été sanctionnés début janvier, après les « 5 de Roanne » condamnés pour un simple tag, après la révocation à la Poste d'un fonctionnaire – une première depuis 1951- pour faits syndicaux, après les sanctions imposées aux deux syndicalistes d'ErDF-GrDF pour avoir soutenu un agent licencié, le patronat et le gouvernement, soutenus par la justice, dictent leur propre violence.

A travers ce jugement, c'est une véritable tentative d'intimidation de tous les salariés, de tous les citoyens, qui se battent pour leur emploi, pour leurs droits. C'est une volonté d'étouffer toutes les contestations sociales porteuses d'autres choix de société, d'autres modèles économiques et sociaux.

C'est une confirmation supplémentaire, après l'interdiction des manifestations

durant la COP21, les gardes à vue et les mises en résidence surveillée de militants, de la dérive autoritaire et sécuritaire du gouvernement. Il utilise les attentats et la peur qui les accompagne pour porter une attaque inédite aux libertés fondamentales individuelles et collectives. Pour cette raison, nous refusons toute prolongation et toute constitutionnalisation de l'état d'urgence.

Cela se produit dans un contexte de colère et d'exaspération face aux injustices, aux inégalités sociales, aux reculs sans précédent des droits sociaux, de diminution des droits des syndicats et des salariés et de remise en cause des moyens des organisations syndicales par la suppression de Bourses du Travail. Dans le même temps, les milieux financiers et les actionnaires du CAC40 s'enrichissent de plus en plus, en s'exonérant des lois et en pratiquant une violence sociale insupportable.

Cet acharnement contre la résistance sociale est proprement scandaleux, surtout lorsqu'il est conduit par un gouvernement

qui se prétend de « gauche », élu sur des promesses en faveur du monde du travail et dont les actes concrets favorisent systématiquement le patronat et la finance. Il n'y a pas de fatalité à ce que se poursuive la mise à mort de notre industrie,

de nos services publics, des emplois, de nos droits et libertés, au nom des logiques financières et des politiques d'austérité. Il s'agit de choix politiques, présentés comme des contraintes économiques.

Nous exigeons que soit condamnée la violence sociale, celle des licenciements boursiers, de la précarité, de la pauvreté, de l'exclusion sociale.

Nous poursuivrons ensemble le combat contre les violences patronales et gouvernementales.

Maintenant, ça suffit ! Nous exigeons la relaxe des 8 Goodyear et le retrait de toutes les sanctions ou jugements envers les syndicalistes des différentes entreprises touchées par les plans de licenciement, premières violences exercées par le patronat avec le soutien du gouvernement.

Nous appelons tous les salariés, les privés d'emplois, les retraités, les étudiants et les lycéens à participer massivement à toutes les initiatives qui seront organisées pour la défense des militants sanctionnés dans les entreprises et/ou par la justice. Mobilisons-nous pour la défense des libertés fondamentales, des droits sociaux et pour des alternatives aux politiques d'austérité.

**Participez au rassemblement arlésien
le 25 février à 17H30 place de la République !
Signez l'appel adressé au Président de la République
« Nous sommes tous des Goodyear ! ».**

La pétition est aussi en ligne sur www.change.org.

Arles, le 8 février 2016,

Les organisations syndicales, partis politiques ou associations d'Arles et des environs:
Unions Locales des syndicats CGT d'Arles, de Tarascon et de Chateaufort
FSU Arles, Sud Education Arles,
PCF section d'Arles, NPA Arles,
ATTAC Pays d'Arles.